Séance publique du 6 mars 2012

Date de la convocation des conseillers: 28 février 2012
Date de l'annonce publique de la séance: 28 février 2012

Présents: M. Elsen, bourgmestre
MM. Olinger, Eyschen, échevins
MMes Glesener-Haas, Pauly-Pitz, MM. Faber, Lehnens, conseillers
Absents: a: excusé ----
b: sans motif ----
Assiste : M. Stein, secrétaire

Point de l'ordre du jour: No 6

Objet:

Modification du règlement d'ordre interne du conseil communal

Le conseil communal,

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Vu la loi électorale du 18 février 2003 telle qu'elle a été modifiée par la suite ;

Vu le règlement d'ordre interne modifié du 9 mars 1994 ;

Considérant qu'il y a lieu d'apporter au dit règlement certaines adaptations aux dispositions légales, notamment en matière de loi communale et de loi électorale ;

Considérant par ailleurs qu'il importe d'adapter certaines procédures aux technologies modernes et plus particulièrement en ce qui concerne la communication entre membres du conseil communal et les services administratifs ;

Sur proposition du collège des bourgmestre et échevins et après discussion,

à l'unanimité des voix arrête

le règlement d'ordre interne dont la teneur est la suivante

art. 1er.- Composition du conseil et durée du mandat des conseillers

En fonction du nombre de la population, le conseil communal de Grosbous se compose des membres prévus par l'article 5 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988.

Le conseil communal est installé et entre en fonctions dès que les nominations et les assermentations du bourgmestre et des échevins, tels que présentés par la majorité des nouveaux élus au conseil communal, ont été opérées. Ils sont rééligibles.

La démission des fonctions de conseiller communal est donnée par écrit au conseil communal. Le démissionnaire adresse en même temps une copie au Ministre de l'Intérieur et au commissaire de district. Lorsque le bourgmestre ou un échevin désire donner sa démission comme conseiller communal, il doit avoir préalablement obtenu sa démission comme bourgmestre ou échevin.

Le candidat élu conseiller communal qui, après validation de son élection par le Ministre de l'Intérieur, renonce, avant son installation, au mandat qui lui a été conféré, doit donner son désistement par écrit au conseil communal et en adresser une copie au Ministre de l'Intérieur et au commissaire de district.

art. 2.- Incompatibilités

La personne élue au conseil communal, frappée d'incompatibilité par l'article 11ter de la présente loi ou par l'article 196 de la loi électorale, ne peut être admise à prêter serment aussi longtemps que l'incompatibilité subsiste.

La personne élue est considérée comme se désistant de son mandat si, dans les trente jours à dater de son élection, elle n'a pas mis fin à la situation incompatible avec le mandat de conseiller communal.

En cas de désistement implicite, conformément à l'alinéa qui précède, le bourgmestre en exercice de fonctions en informe immédiatement par écrit le ministre de l'Intérieur qui fera appel au suivant conformément aux dispositions des articles 222 et 259 de la loi électorale.»

Le conseiller communal qui accepte des fonctions incompatibles avec son mandat cesse de faire partie du conseil communal si dans les trente jours à dater de la mise en demeure que lui notifie le collège échevinal ou le ministre de l'Intérieur, il n'a pas résilié les fonctions incompatibles avec son mandat.

Art. 3.- *Assermentation des conseillers*

Avant d'entrer en fonctions le conseiller communal prête le serment suivant entre les mains du bourgmestre ou de son remplaçant: «Je jure fidélité au Grand-Duc, d'observer la Constitution et les lois du pays, et de remplir avec zèle, exactitude, intégrité et impartialité les fonctions qui me sont confiées.»

Le conseiller qui, après avoir reçu deux convocations consécutives aux fins de prêter serment, s'abstient sans motif légitime de remplir cette formalité, est considéré comme ayant renoncé à son mandat. Cette renonciation est formellement constatée par le Ministre de l'Intérieur, sur proposition du conseil communal ou du commissaire de district.

Art. 4.- *Tableau de préséance*

Après la prestation de serment des conseillers communaux, le conseil communal dresse le tableau de préséance de ses membres conformément aux dispositions de l'article 11 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988.

Art. 5.- *Convocation et ordre du jour*

Le conseil communal se réunit toutes les fois que l'exigent les affaires comprises dans ses attributions et au moins une fois tous les trois mois.

Le conseil est convoqué par le collège des bourgmestre et échevins ou par le bourgmestre seul en cas d'urgence.

Si la majorité du conseil désire que celui-ci s'assemble, elle doit adresser à cet effet une demande écrite et motivée au collège des bourgmestre et échevins. Le collège est alors tenu de convoquer le conseil communal avec l'ordre du jour proposé dans un délai maximum de quinze jours.

Hors le cas d'urgence la convocation est faite par écrit et à domicile au moins cinq jours avant celui de la réunion. Est à considérer comme valablement remise la convocation adressée dans le délai légal au conseiller via courrier électronique avec accusé de réception. Au plus tard le 1^{er} jour ouvrable après l'envoi de la convocation par courriel, le collège des bourgmestre et échevins adressera au conseiller une copie de la convocation par simple lettre à la poste.

La convocation contient l'ordre du jour et mentionne le lieu, le jour et l'heure de la réunion.

L'ordre du jour énumère des objets sur lesquels le conseil communal est appelé à délibérer et il détermine la suite des débats. Celle-ci peut être modifiée par le conseil communal, compte tenu de l'urgence d'une affaire déterminée.

Aucun objet étranger à l'ordre du jour ne peut être mis en discussion, à moins que l'urgence ne soit déclarée par la majorité des membres présents. Les noms des membres ayant déclaré l'urgence sont inscrits au procès-verbal.

Art. 6.- *Le droit d'initiative du conseiller*

En exécution du droit d'initiative qui lui revient en vertu de l'article 13, alinéa 3 de la loi communale du 13 décembre 1988, le conseiller communal peut compléter d'une ou de plusieurs propositions l'ordre du jour établi par le collège des bourgmestre et échevins.

De telles propositions doivent être faites par écrit et remises au collège des bourgmestre et échevins au moins trois jours avant celui prévu pour la réunion du conseil communal. Est considérée comme valablement remise une proposition soumise dans les délais par voie de courrier électronique à l'adresse officielle du collège des bourgmestre et échevins.

Elles ne peuvent avoir pour objet que des matières qui rentrent dans la compétence du conseil communal et font partie de ses attributions légales.

Elles doivent être accompagnées d'une motivation et indiquer le libellé de la décision que l'auteur de la proposition demande au conseil communal de prendre.

L'auteur de la proposition est admis à la développer succinctement après que les autres points de l'ordre du jour sont épuisés.

Le conseil décide, séance tenante, s'il y a lieu de prendre en considération la proposition qui a été développée. Dans l'affirmative et au cas où la proposition ne nécessite pas le renvoi devant une commission consultative, la discussion et le vote sur l'objet proposé ont lieu lors de la même séance.

Lorsque la proposition doit être soumise à l'avis préalable d'une commission consultative, elle y est renvoyée et la commission l'examine dans les meilleurs délais. La proposition est réinscrite avec l'avis de la commission consultative compétente pour décision à l'ordre du jour de la première réunion utile du conseil communal.

Art. 7.- *Consultation des documents.*

(1) Pour chaque point à l'ordre du jour, les membres du conseil communal peuvent consulter, sans déplacement, les documents, actes et pièces y relatives. Ceux-ci sont à leur disposition au secrétariat communal pendant au moins cinq jours avant celui de la réunion. Ils peuvent en prendre photocopie sans frais.

(2) les membres du conseil communal peuvent également consulter, sans déplacement, les décisions que le collège échevinal a prises en exécution des délibérations du conseil communal.

Art. 8.- *Questions émanant de conseillers*

Les questions que les conseillers communaux se proposent d'adresser au bourgmestre ou au collège des bourgmestre et échevins doivent avoir un rapport direct avec l'administration de la commune et rentrer dans les attributions légales des autorités communales. Elles peuvent être présentées sous forme écrite ou orale et doivent se limiter aux termes indispensables pour formuler avec concision et sans commentaires leur objet.

Le conseiller qui désire poser une question écrite remettra le texte au bourgmestre ou à son remplaçant. La transmission des questions par voie de courrier électronique à l'adresse officielle du bourgmestre est acceptée.

La réponse à fournir doit également se limiter à l'essentiel. Les questions orales sont, dans la mesure du possible, vidées séance tenante.

Le bourgmestre respectivement le collège des bourgmestre et échevins répond aux questions écrites ou orales qui ne peuvent faire l'objet d'une réponse immédiate soit par écrit dans le mois, soit oralement lors de la première séance utile du conseil communal. En cas de réponse écrite à l'auteur de la question, le collège des bourgmestre et échevins informe le conseil communal lors de la première séance utile. La réponse à une question transmise par voie électronique peut également avoir lieu par voie électronique.

Les réponses aux questions remises au bourgmestre ou à celui qui le remplace seront intégralement inscrites, avec le texte des questions respectives, au registre des délibérations du conseil communal.

Une copie de la réponse sera adressée à l'auteur de la question.

Art. 9.- *Publicité des séances*

A l'exception des cas prévus par la loi, les séances du conseil communal sont publiques. Toutefois les deux tiers des membres présents peuvent, pour des considérations d'ordre public ou à cause d'inconvénients graves, décider le huis clos. Dans ce cas, les raisons de cette décision doivent être relatées au procès-verbal.

Art. 10.- *Déroulement des réunions.*

(1) Le bourgmestre ou celui qui le remplace préside le conseil communal.

Le président ouvre et clôt la séance. Il peut en suspendre les débats pour une durée ne dépassant pas une heure dans les conditions suivantes:

- si l'assemblée devient tumultueuse, le président peut annoncer son intention de suspendre la séance. Si malgré cet avertissement le trouble continue, il suspend la séance pour une durée qu'il détermine.
- si lors de la discussion d'un point de l'ordre du jour la majorité des membres présents souhaite disposer d'un délai de réflexion avant de se prononcer, le président suspend la séance pour une durée qu'il détermine.

Lorsque le temps fixé pour la suspension est écoulé, la séance est reprise de droit.

(2) A l'heure fixée pour le début de la réunion, le président procède à l'appel nominal et constate si la réunion est en nombre.

Le conseil ne peut prendre de résolution si la majorité de ses membres en fonctions n'est présente. Si cependant le conseil a été convoqué deux fois sans s'être trouvé en nombre, il peut, après nouvelle convocation et quel que soit le nombre des membres présents, délibérer valablement sur les objets mis pour la troisième fois à l'ordre du jour.

Le bourgmestre ou celui qui le remplace dirige avec objectivité et impartialité. Il peut rappeler nominativement à l'ordre les membres du conseil qui auraient troublé les débats.

Il accorde la parole dans l'ordre des demandes, à moins qu'il ne juge à propos de faire parler alternativement pour et contre la proposition.

Il ne peut refuser la parole à un membre du conseil qui veut intervenir pour répondre à un fait personnel ou pour en appeler au présent règlement.

Le bourgmestre ou celui qui le remplace peut appeler à un membre du conseil ayant demandé la parole de se limiter à l'objet et de formuler avec concision son argumentation.

Après la clôture de la délibération, le président en résume les débats et formule la question à mettre au vote.

Sont toujours mises au vote avant la proposition principale, la question préalable qu'il n'y a pas lieu de délibérer, la question d'ajournement qui tend à suspendre la délibération ou le vote ainsi que les amendements qui ont été soumis.

Dans des questions complexes la division est de droit si elle est demandée.

Au cours des délibérations les conseillers peuvent dans le cadre de leurs interventions présenter et soumettre au vote du conseil communal des motions et amendements en rapport avec l'objet en discussion.

Art. 11.- Police de l'assemblée

Le bourgmestre ou l'échevin qui le remplace comme président a la police de l'assemblée. Il peut, après en avoir donné l'avertissement, faire expulser les auditeurs qui donnent des signes publics d'approbation ou d'improbation et en général ceux qui dérangent les débats de quelque manière que ce soit.

Art. 12.- Procédure du vote.

Les membres du conseil communal votent sur appel nominal et à haute voix. Le vote a lieu par ordre alphabétique et commence par le conseiller dont le nom est sorti le premier de l'urne. Le tirage au sort a lieu individuellement pour chaque décision à prendre.

Il peut également être voté à main levée ou par assis et levé.

Les décisions sont prises à la majorité des suffrages. En cas de partage, l'objet en discussion est reporté à l'ordre du jour de la séance suivante; au même cas de partage dans cette seconde séance, le bourgmestre ou celui qui le remplace a voix prépondérante.

Les présentations de candidats, nominations aux emplois, promotions, démissions ou peines disciplinaires sont décidées à huis clos à la majorité absolue.

Art. 13.- Procès-verbal des délibérations.

Les délibérations sont rédigées par le secrétaire et inscrites sans blanc ni interligne sur un registre à feuilles mobiles ou fixes, coté et paraphé par le bourgmestre. Elles constatent le nombre des membres qui ont voté pour et contre. Les procès-verbaux des délibérations du conseil sont signés par tous les membres présents lors de la prise de décision dans les meilleurs délais et si possible lors de la première séance utile du conseil. A cette fin, le procès-verbal de la séance précédente est intégré au dossier des pièces de la prochaine séance et ainsi soumis à l'inspection et à la signature des conseillers. A l'ouverture de la séance, les membres du conseil communal peuvent réclamer contre la rédaction du procès-verbal qui sera modifiée si la réclamation est adoptée.

Aucune expédition d'un procès-verbal de délibération ne peut être délivrée avant la signature par la majorité des conseillers communaux présents à la délibération. Les expéditions sont signées par le bourgmestre ou celui qui le remplace et contresignées par le secrétaire. Elles énoncent les noms de tous les membres qui ont concouru à la délibération.

Les habitants de la commune et toute autre personne intéressée peut prendre connaissance sans déplacement des délibérations du conseil communal, à l'exception de celles qui furent prises à huis clos, aussi longtemps que le conseil n'a pas décidé de les rendre publiques.

Ils peuvent, sous les mêmes conditions, prendre copie desdites délibérations contre remboursement conformément au règlement communal déterminant les taxes de chancellerie.

Les fonctionnaires délégués à cet effet par le Ministre de l'Intérieur ou par le commissaire de district peuvent également prendre connaissance des délibérations du conseil communal.

Une copie des décisions leur est délivrée gratuitement sur demande. Aussi les délégués, de même que les commissaires spéciaux, doivent-ils obtenir tous les renseignements que possède l'administration communale et dont ils ont besoin pour remplir leur mission.

Art. 14.- *Bulletin communal*

Les délibérations du conseil communal sont résumées dans un bulletin communal distribué gratuitement à tous les ménages de la commune.

Ce bulletin est rédigé en langue luxembourgeoise, française ou allemande par le collège échevinal ou par un groupe de travail à créer à cet effet. La responsabilité du contenu est assumée par le collège échevinal. Le bulletin contient l'essentiel des délibérations et des décisions prises par le conseil communal. Il fait mention des règlements communaux et de leur publication dans la commune. En outre, le bulletin peut contenir toute autre information que le collège échevinal jugerait utile.

Le bulletin communal est publié au moins une fois tous les trois mois.

Art. 15.- *Jetons de présence.*

La valeur du jeton de présence à allouer aux membres du conseil communal pour assistance à une réunion est fixée par délibération du conseil communal.

Art. 16.- *commissions consultatives*

(1) nomination et compétence

En dehors des commissions prévues par les lois et règlements, le conseil communal peut nommer d'autres commissions consultatives spéciales à compétence déterminée toutes les fois qu'il le juge nécessaire.

Les commissions consultatives examinent dans les délais prévus sub (6) du présent article les affaires qui leur sont déférées, compte tenu de leurs compétences respectives, par le conseil communal, par le collège des bourgmestre et échevins ou par le bourgmestre.

Sauf le cas d'urgence, elles sont plus particulièrement chargées d'aviser les points devant être portés à l'ordre du jour du conseil communal et rentrant dans leur compétence. L'avis qu'elles émettent à ce propos est versé au dossier de la séance.

Elles peuvent, avec l'accord du bourgmestre ou de son remplaçant, effectuer les visites et les descentes sur les lieux qu'elles jugent utiles à l'accomplissement de leur mission.

Dans le cadre de leurs attributions, les commissions peuvent également soumettre aux autorités communales des propositions et suggestions en vue de l'amélioration de procédures ou relations de même que pour des actions qu'elles entendent organiser.

(2) composition

Si les lois et règlements ne le stipulent pas autrement, les commissions consultatives sont composées de cinq membres au moins et de onze membres au plus, nommés en séance publique par le conseil communal parmi les habitants de la commune et sur base de candidatures.

Les membres des commissions doivent être majeurs, jouir des droits civils et politiques et habiter le territoire de la commune. Le conseil peut toutefois adapter ces conditions ou qualifications à la nature de la commission et de ses attributions, soit pour limiter soit pour élargir le choix des candidats.

Les commissions consultatives peuvent s'adjoindre, pour des affaires déterminées, des experts, dont les avis sont susceptibles d'éclairer leurs délibérations. Ces experts peuvent être

choisis dans le cadre de l'administration communale et avec l'accord du bourgmestre également hors de l'administration.

(3) durée du mandat

Si les lois et règlements ne le stipulent pas autrement, la période du mandat des membres des commissions consultatives est identique à celle des membres du conseil communal.

(4) Constitution

Une fois nommés par le conseil communal, les membres des commissions consultatives se réunissent sur l'initiative du bourgmestre en vue de leur constitution. Ils désignent, à la majorité absolue, un président. Le secrétariat de chaque commission est assuré par un membre de ladite commission à désigner par la commission elle-même.

(5) convocation et présidence

Les commissions consultatives sont convoquées par leur président qui détermine l'ordre du jour des réunions et en dirige les débats.

Si le bourgmestre ou la majorité des membres de la commission consultative demande que celle-ci de réunisse, le président est tenu de la convoquer.

(6) délais à respecter

La commission consultative saisie d'un ou de plusieurs dossiers, est tenue de statuer et de soumettre au collège des bourgmestre et échevins son avis endéans le délai d'un mois à compter du jour de saisie. Si à l'expiration du délai la commission consultative n'aura pas statué sur l'affaire ou saisi le collège des bourgmestre et échevins de son avis, le collège des bourgmestre et échevins pourra passer outre et soumettre le dossier au conseil communal sans l'avis de la commission.

(7) Assistance

Le bourgmestre ou, s'il est empêché, son remplaçant peut assister aux réunions d'une commission consultative; dans ce cas il la préside.

Les commissions consultatives peuvent inviter les membres du collège des bourgmestre et échevins pour les entendre en leur exposé.

(8) Procès-verbal des réunions

Les commissions consultatives tiennent un registre d'ordre dans lequel elles énoncent sommairement les affaires qui leur sont déférées et inscrivent le procès-verbal de leurs délibérations.

Le procès-verbal indique le nom des membres ayant participé aux différentes délibérations et énumère les résolutions qui sont prises. Il est signé par le président et contresigné par le secrétaire de la commission.

Les délibérations sont notifiées sous forme d'extrait du procès-verbal aux membres du collège échevinal et de la commission consultative. Ces extraits sont signés par le secrétaire.

(9) secret des délibérations

Les réunions des commissions consultatives ont lieu à huis clos et leurs délibérations sont secrètes.

Il ne peut être fait état desdites délibérations que dans le cadre des débats du conseil communal qui ont pour objet les affaires avisées.

(10) jetons de présence

Hormis les cas prévus par la loi, le conseil communal décide si les membres des commissions touchent un jeton de présence pour l'assistance aux réunions.

Dans tous les cas, le montant du jeton sera fixé par le conseil communal. Le cas échéant, les jetons de présence sont payés à charge de la caisse communale de même que les frais courants de fonctionnement.

Art. 17.- dispositions abrogatoires

Le règlement d'ordre intérieur modifié du 9 mars 1994 est abrogé.

La présente délibération est transmise à l'Autorité Supérieure, aux bons soins de Monsieur le Commissaire de District à Diekirch, aux fins d'approbation.

Ainsi décidé en séance, date qu'en tête.

Décision non sujette à approbation par l'Autorité supérieure, publiée en bonne et due forme en date du 2 août 2012.